

# A Cyangugu, j'ai ressenti l'angoisse du lendemain

Christophe Deroubaix

*L'Humanité*, 1<sup>er</sup> août 1994

Cyangugu. Des chaises, des armoires, des machines à coudre. On trouve de tout dans ce camion qui s'approche du poste frontière de Famembe, près de Cyangugu. Le Rwandais qui conduit le véhicule ne passera pas son butin, probablement pillé dans un hôtel ou une villa. Quelques-uns ont essayé et ont échoué. A la frontière entre le Zaïre et la « zone humanitaire sûre » (ZHS) établie par la France au Rwanda, une vingtaine de légionnaires régulent les allées et venues, aidés en cela par d'anciens membres de l'armée rwandaise reconvertis en gendarmes-douaniers pour les besoins de l'opération « Turquoise ».

La règle est stricte : les Zaïrois ne peuvent pas entrer au Rwanda, les Rwandais eux-mêmes peuvent effectuer l'aller-retour, mais ne peuvent pénétrer au Zaïre avec des meubles. Ceux-ci sont systématiquement confisqués et s'amoncellent au bord de la route. Des armes aussi ont été saisies, 300 au total. Ont-elles été remises aux autorités zaïroises comme dans la région de Goma ? « *Non, nous les avons jetées dans le lac Kivu* », affirme le lieutenant Gournay, responsable du groupe de légionnaires chargés de la surveillance frontalière. Les machettes sont-elles considérées comme des armes ? « *Négatif, répond-il, les Rwandais ne peuvent pas vivre sans, c'est leur outil de travail.* »

Les passages ne sont pas très nombreux par-delà la rivière qui marque le passage d'un pays à l'autre. Des réfugiés rwandais ne viennent à Famembe [Kamembe] que pour les petits commerces. Ville fantôme après l'exode, cette petite bourgade du sud du Rwanda a retrouvé ses habitants et un semblant de vie peu après le début de l'intervention française. Ici, les réfugiés rwandais qui retournent chez eux ne sont qu'une poignée. Quelques dizaines seulement, alors qu'en territoire zaïrois le camp de Bukavu compte quelque 300.000 personnes déplacées.

Pourtant, ce n'est pas l'envie qui manque. Mais les rumeurs d'exactions qui auraient été commises par le Front patriotique rwandais (FPR) courent toujours. On dit qu'une organisation humanitaire, qui a tenu à garder l'anonymat, a affirmé que 3.000 personnes auraient été exécutées par des hommes du FPR alors qu'elles venaient de quitter la zone française pour rentrer chez elles. Kayunga, un jeune de vingt ans qui se déclare hutu, se demande si ces rumeurs sont fondées. Comment le savoir ? Pour poursuivre notre discussion, il préfère se mettre à l'abri des regards car il ne veut pas être vu « *par des personnes qui ont trempé dans les massacres* », c'est-à-dire des miliciens et des militaires. Ceux-là mêmes qui l'ont « *obligé à les suivre* ». Kayunga ne croit pas à ces « *sornettes* » concernant le FPR. « *Je n'ai jamais vu personne se faire crever les yeux* », explique-t-il. Il pense au retour.

Mais, pour la majorité de ses compatriotes, c'est la peur qui domine. De plus, l'urgence du retour n'est pas (encore) la même qu'à Goma. Ici, pour le moment, peu de cas de choléra. Pourtant, des informations non confirmées officiellement indiquaient, samedi, que 50.000 personnes étaient déjà parties de Kibuye pour rejoindre Gitarama. Quant à la région de Goma, les chiffres les plus fantaisistes circulent, variant de 8.000 par jour à 60.000.

La région de Cyangugu, où sont présents 350 soldats français, donne l'impression de vivre paisiblement malgré sa centaine de milliers de réfugiés. « *La situation militaire est calme. Les miliciens et les FAR ont été désarmés* », indique le capitaine Ancel. A Nyarushishi, 50 légionnaires protègent 12.000 réfugiés appartenant à la communauté tutsie, avec succès semble-t-il. Toujours selon l'officier français, « *le désarmement des FAR (les forces armées rwandaises, celles de la dictature déchuée, NDLR) et des miliciens a redonné confiance à la population qui commence à venir nous voir pour dénoncer les auteurs des massacres* ». Radio-Mille-Collines, l'émetteur qui continue à lancer ses appels au meurtre et qui est l'un des principaux véhicules des rumeurs concernant le Front patriotique rwandais, a plié bagages, dit-on. Le climat, apparemment détendu, pousse même des réfugiés de Bukavu à rejoindre Cyangugu. Ils seraient ainsi plusieurs milliers. A pied, la plupart du temps, en pirogue souvent, à la nage, quelquefois. Mais le

manque d'eau, de nourriture, l'épuisement et l'entassement des réfugiés constituent un terrain favorable pour une possible catastrophe humaine, comme c'est le cas à Goma.

Sous cette apparence de tranquillité, j'ai ressenti l'angoisse du lendemain. Depuis quelques jours, on parle de plus en plus du remplacement de la force française par la MINUAR 2, la mission d'assistance des Nations unies. L'annonce du départ des Français suscite des réactions diverses. Pour certains, c'est le « colonisateur, allié des tueurs », qui s'en va. Dans le même temps, ils rappellent que la ZHS a servi de sanctuaire pour les responsables au plus haut niveau du génocide. Pour d'autres, la présence française est un gage de sécurité. Quelques-uns ont prévenu que, la veille du retrait de l'opération « Turquoise », ils partiront vers le Zaïre. Pour Mariane Coradazzi, du CICR, « *la population n'a pas confiance dans l'ONU. Ils les ont vus à l'oeuvre à Kigali au commencement des massacres* ».

Alors, quelle solution ? Sur ce que nous avons pu voir, de Goma à Cyangugu, l'armée française apporte une logistique qui, sans être primordiale, s'avère nécessaire dans les conditions actuelles. Mais, conséquence obligée de la mission confiée aux militaires, les autorités rwandaises n'ont pu mettre en place aucune structure administrative nouvelle. En tout cas, ce ne sont pas les militaires français qui sont en cause mais le mandat politique dans le cadre duquel ils évoluent. Comme le souligne un officier, « *l'armée française fait ce qu'on lui dit de faire* ».

Mais, au-delà de la question du remplacement, qui facilitera le retour des réfugiés, seule solution à long terme ? Qui fournira les bus et les camions pour ramener ces millions de Rwandais chez eux ? Ceux-ci sont bien trop épuisés pour refaire le chemin à pied.